Résumé exécutif du programme d'évaluation du PME au niveau des pays

La Gambie

RÉSUMÉ EXÉCUTIF | AOÛT 2018

UNIVERSALIA

RESULTS FOR DEVELOPMENT

itad



Copyright © Universalia 2019, tous droits réservés

Groupe de gestion Universalia
245, avenue Victoria, bureau 200
Westmount, Montréal (Québec)
Canada H3Z 2M6

www.universalia.com

Résumé exécutif

Objectif et méthodologie de l'évaluation

La présente évaluation s'inscrit dans le cadre d'une étude plus vaste du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), laquelle comporte 30 évaluations au niveau des pays et se déroule sur une période de trois ans, de 2017 à 2020. Elle cherche à évaluer i) les contributions du Partenariat mondial au renforcement des systèmes éducatifs et, en fin de compte, ses contributions aux résultats éducatifs dans le domaine des apprentissages, de l'équité et de l'inclusion, et donc ii) la pertinence, l'efficience et l'efficacité de la théorie du changement du Partenariat mondial et de son modèle opérationnel au niveau des pays. L'évaluation repose sur une méthodologie de recherche mixte en sciences sociales fondée sur la théorie, connue sous le nom d'analyse des contributions.

Réalisée entre mars et juin 2018, l'évaluation couvre le soutien du Partenariat mondial de 2014 à 2018. Elle s'appuie sur une étude documentaire, une analyse de bases de données et une revue de littérature, ainsi que sur des consultations menées auprès de 79 parties prenantes gouvernementales, multilatérales, bilatérales, universitaires, scolaires et non gouvernementales en Gambie et à Washington (DC).

L'éducation en Gambie

La Gambie est considérée comme un pays fragile et à faible revenu, avec une population de 1,99 million d'habitants (UNESCO, 2015). Elle a récemment connu des difficultés politiques et socioéconomiques, dont la sécheresse, une activité touristique fluctuante en raison des craintes entourant la maladie à virus Ebola et des tensions politiques vécues en 2016. Conjuguées à la pression démographique due à des taux de fertilité élevés, ces difficultés ont mis le pays dans une situation financière délicate.

La responsabilité du secteur de l'éducation incombe à la fois au ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire (MoBSE), chargé de l'enseignement de base et secondaire, et au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MoHERST), dont les responsabilités englobent la formation initiale des enseignants. En 2016, la population d'âge scolaire comprenait 471 822 enfants en âge d'acquérir une éducation de base (7-15 ans) et 128 206 enfants en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire en Gambie.

Au cours de la dernière décennie, la Gambie a préparé trois plans stratégiques détaillés pour le secteur de l'éducation (Education Strategic Sector Plan – ESSP), chacun accompagné d'un plan à moyen terme du secteur de l'éducation (Education Sector Mid-Term Plan – ESMTP,) couvrant trois ou quatre ans. **La présente évaluation s'intéresse à l'ESSP 2014-2022 et à l'ESMTP 2014-2017 qui l'accompagne.**

Les principales difficultés du secteur de l'éducation que l'ESSP 2014-2022 cherchait à corriger concernaient (a) les taux élevés d'enfants non scolarisés (321,6 % des enfants de 7 à 15 ans en 2010), (b) les taux bruts de scolarisation (TBS) stagnants; (c) les mauvais résultats scolaires dont témoignent les examens nationaux; (d) les taux d'achèvement en deçà des cibles établies et les ratios de manuels scolaires par élève; (e) la piètre qualité de l'enseignement et (f) la mobilisation insuffisante des ressources.

© UNIVERSALIA

Le Partenariat mondial pour l'éducation en Gambie

La Gambie a adhéré au Partenariat mondial pour l'éducation en 2003 et a été l'un des premiers pays à recevoir un financement catalytique de ce qui était (alors) l'Initiative de mise en œuvre accélérée (Fast Track initiative – FTI). Dans le cadre de la FTI, la Gambie a reçu trois financements catalytiques d'importance croissante, le troisième atteignant presque 28 millions de dollars américains. Depuis la transition de l'Initiative de mise en œuvre accélérée au Partenariat mondial pour l'éducation, la Gambie a reçu deux subventions de mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation (ESPIG), d'importance décroissante et deux financements pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation (EDPDG). L'agent partenaire du Partenariat mondial en Gambie, la Banque mondiale, a également reçu deux financements pour la préparation du programme (PDG). La période couverte par l'évaluation correspond à la fin du financement de 6,9 millions de dollars américains de l'ESPIG (2014-2017), lequel a soutenu la mise en œuvre de l'ESSP 2014-2022 par l'intermédiaire du projet Résultats de l'éducation, accomplissements et développement (Results for Education Achievement and Development – READ)

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation à la planification sectorielle

État de la planification sectorielle en Gambie, 2014-2017

La préparation de l'ESSP 2014-2022, pilotée par le gouvernement, repose sur de vastes consultations auprès des parties prenantes et des partenaires, à l'instar des plans sectoriels précédents. Le plan couvrait tous les sous-secteurs de l'éducation en s'appuyant sur cinq piliers, dont deux étaient axés sur l'enseignement supérieur (recherche et développement; science, technologie et innovation), tandis que trois concernaient à la fois l'enseignement de base et l'enseignement supérieur (accès et équité, qualité et pertinence, et gestion sectorielle). L'ESSP définissait les priorités politiques et les principaux résultats attendus de chacun des piliers. Parmi les lacunes, on peut citer l'absence de mesures en faveur des enfants handicapés et du renforcement des capacités ministérielles. En outre, au moment de son lancement, les financements nationaux et internationaux disponibles attendus ne couvraient que 52 % du coût total prévu de la mise en œuvre de l'ESSP.

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Au cours de la période 2014-2018, **les conditions de financement du Partenariat mondial ont eu une influence sur le calendrier de préparation de l'ESSP**. Celui-ci s'est amorcé en 2012, soit au cours de la période couverte par l'ESSP 2006-2015 précédent. Or, le Partenariat mondial exige qu'un pays mette en place un plan sectoriel couvrant toute la période de l'ESPIG envisagé, en l'occurrence 2018-2021. Cela dit, aucune des parties prenantes consultées ne pensait que cette condition avait entraîné une révision inutilement précoce de l'ESSP existant.

Le Partenariat mondial a consacré des ressources, par l'intermédiaire d'un financement pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation (ESPDG) de 250 000 dollars américains, pour une planification participative et fondée sur des données probantes. Ces ressources ont été utilisées pour renforcer la base de données probantes de l'ESSP au moyen d'études ciblées, dont une pour comprendre les raisons de l'abandon scolaire et faciliter la consultation

© UNIVERSALIA

menée auprès des parties prenantes pendant le processus de rédaction de l'ESSP.

Dans le but de présenter un plan de qualité, les membres du Groupe local des partenaires pour l'éducation, le personnel du Secrétariat et l'examinateur externe du plan sectoriel de l'éducation ont appliqué les **directives du GPE/IIPE** pour la préparation de plans sectoriels de qualité et l'évaluation des plans sectoriels. Toutefois, certains hauts fonctionnaires estiment que les directives relatives au processus du Partenariat manquaient de souplesse (voir les effets imprévus ci-dessous).

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation au dialogue et au suivi sectoriels

État du dialogue et du suivi sectoriels en Gambie

Le dialogue sectoriel et le suivi sectoriel (conjoint) en Gambie s'articulent autour de trois mécanismes : les réunions de comité de coordination ont lieu au moins une fois par an dans chacune des six régions du pays et comprennent des visites dans les écoles, des réunions de haut niveau du Groupe local des partenaires de l'éducation, tenues dans les capitales, pour examiner et approuver les documents importants, et des revues conjointes des bailleurs de fonds sur les progrès globaux du secteur. Aucun de ces mécanismes n'a sensiblement changé depuis 2014.

Toutes les parties prenantes consultées ont décrit les réunions de comité de coordination, le Groupe local des partenaires de l'éducation et les revues conjointes des bailleurs de fonds comme des processus intégrés, pertinents à la prise de décisions, pilotés par le pays, participatifs, inclusifs (outre les partenaires de développement et le gouvernement, y participent notamment les organisations de la société civile, l'association des enseignants et les prestataires de services d'éducation privée et confessionnelle) et mutuellement complémentaires. Les réunions de comité de coordination sont perçues comme particulièrement importantes, en raison notamment du temps et des ressources considérables investis dans ce mécanisme. Les revues conjointes des bailleurs de fonds ont éclairé certaines décisions pertinentes pour la mise en œuvre de l'ESSP (comme la nécessité de renforcer les connaissances des professeurs offrant une formation en cours d'emploi aux enseignants). Toutefois, elles ne surveillaient pas systématiquement les activités ou les objectifs de la mise en œuvre de l'ESSP. Elles prêtaient plutôt attention aux indicateurs de niveau plus élevé.

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Au cours de la période considérée, le Partenariat mondial a soutenu les mécanismes existants, pilotés par le pays, du dialogue et du suivi sectoriels, à l'aide des moyens suivants :

Soutien financier aux réunions de comité de coordination, dans le cadre du projet READ, cofinancé par l'ESPIG;

L'UNICEF, en sa qualité d'agence de coordination du Partenariat mondial pour l'éducation, **a présidé le Groupe local des partenaires de l'éducation** et a veillé à ce que le groupe transmette rapidement ses commentaires lors des processus d'approbation des financements du Partenariat et de la préparation du plan sectoriel de l'éducation;

L'agent partenaire (Banque mondiale), l'agence de coordination (UNICEF) et le responsable-pays du Secrétariat pour la Gambie ont régulièrement assisté aux revues conjointes des bailleurs de fonds et (occasionnellement) aux réunions de comité de coordination. Le cas échéant, ils ont utilisé ces événements à des fins de

© UNIVERSALIA

plaidoyer, par exemple pour assurer une mise en œuvre harmonieuse du projet READ. Le Partenariat mondial n'a pas eu besoin de plaider en faveur d'une plus grande inclusion de la société civile ou d'autres groupes.

Compte tenu des fortes traditions existantes et du leadership du gouvernement en matière de dialogue et de suivi sectoriels inclusifs et participatifs, rien n'indique que les conditions de financement du Partenariat mondial ou d'autres types de soutien aient représenté une mesure incitative importante pour établir ou renforcer le dialogue ou le suivi sectoriel en Gambie.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation au financement sectoriel

État du financement sectoriel en Gambie, 2014-2017

Les budgets de l'éducation publique en Gambie ont augmenté de sept pour cent en termes réels entre 2010 et 2015, soit plus rapidement que la croissance de la population d'âge scolaire. Ce budget reste alloué principalement à l'enseignement primaire (75 %) et, sur le plan du fonctionnement, aux salaires (70 %, contre 80 % auparavant). Malgré cette croissance, la part des dépenses sectorielles dans les dépenses publiques totales a fluctué entre 10 % et 15 % (en deçà de l'objectif de 20 % du Partenariat) et a connu une légère tendance à la baisse avant et pendant la période examinée.

Outre le gouvernement, les ménages demeurent les principaux bailleurs de fonds de l'éducation, contribuant à hauteur d'environ 60 % de l'ensemble des fonds sectoriels en 2015. Cette part pourrait encore diminuer compte tenu de la suppression des frais de scolarité, amorcée au cours de la période 2013-2015. Les bailleurs de fonds, pour leur part, ont consacré en moyenne 6 millions de dollars américains par an (à l'exclusion des contributions du GPE/FTI) à l'éducation depuis 2010, avec une tendance à la hausse en 2014-2016 en raison d'une augmentation de la contribution de la Banque mondiale et des bailleurs de fonds du Moyen-Orient au financement du secteur. Au cours de cette période, les financements des bailleurs de fonds ont représenté environ 25 % de l'ensemble des dépenses du secteur de l'éducation (10 % si l'on inclut les dépenses des ménages). Le gouvernement coordonne les bailleurs de fonds par l'intermédiaire d'unités de coordination générales et sectorielles, lesquelles n'ont pas vraiment changé entre 2014 et 2018.

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Malgré la diminution des financements du Partenariat mondial par rapport à la période de la FTI, l'ESPIG 2014-2018 du Partenariat a permis de mobiliser des fonds supplémentaires pour soutenir la mise en œuvre du plan à moyen terme du secteur de l'éducation (ESMTP) en Gambie.

Pour la période 2014-2018, le Partenariat a accordé un ESPIG de 6,9 millions de dollars à la Gambie, soit 16 % du budget total du projet READ (43,3 millions de dollars) et 7,5 % du coût total estimé de l'enseignement primaire et secondaire de l'EMSTP.

Bien que la contribution financière du Partenariat mondial au projet READ et à l'ESMTP ait été inférieure à celle de ses principaux partenaires READ (IDA et le gouvernement), les processus de consultation et d'assurance qualité du Partenariat mondial ont favorisé le développement d'un projet READ de qualité que les parties se sont conjointement approprié, avec pour résultat un financement important de l'IDA (19,4 millions de dollars américains) et du gouvernement.

© UNIVERSALIA

Inversement, rien ne permet d'affirmer que les contributions du Partenariat mondial se soient substituées au financement du secteur national ou international. Au contraire, le Partenariat a attiré du financement, car les contributions de l'IDA, son agent partenaire, ont augmenté depuis 2009 alors même que les contributions du Partenariat mondial diminuaient.

Le Partenariat mondial a également contribué à progressivement améliorer la qualité du financement international en (i) soutenant le projet cofinancé READ, lequel a finalement réuni quatre partenaires : le Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque mondiale/l'IDA, le Gouvernement gambien et le Partenariat pour l'apprentissage précoce (ELP); et en (ii) appuyant le travail de coordination des bailleurs de fonds du ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire en couvrant, par le biais du projet READ, certains salaires et coûts de fonctionnement de son Unité de coordination du projet. L'ESPIG du Partenariat lui-même était aligné sur le plan sectoriel et reflété dans le budget de l'État, bien qu'il ne s'aligne pas sur les procédures de trésorerie, d'approvisionnement, de comptabilité ou d'audit du gouvernement.

Rien ne prouve que le Partenariat mondial ait contribué à ce que la Gambie sa rapproche de l'objectif de 20 % des allocations nationales consacrées à l'éducation **ou le dépasse**. Ceci, bien que plusieurs des mécanismes du Partenariat mondial visant à promouvoir le budget national de l'éducation aient été mis en place. Il s'agit, entre autres, des conditions de financement de l'ESPIG, des activités de plaidoyer menées par l'intermédiaire du responsable-pays du Secrétariat, des événements internationaux organisés par le Partenariat mondial tels que la conférence de reconstitution du Partenariat à Dakar et du soutien financier, par le biais de subventions du FSCE, aux organisations nationales de la société civile pour plaider en faveur d'un financement plus important et de meilleure qualité de l'éducation.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation à la mise en œuvre du plan sectoriel

État de la mise en œuvre du plan sectoriel en Gambie, 2014-2017

Il n'est pas possible d'évaluer avec précision dans quelle mesure l'ensemble du plan à moyen terme du secteur de l'éducation (ESMTP) 2014-2017 a été mis en œuvre étant donné que le suivi sectoriel du gouvernement se concentrait sur des indicateurs généraux (accès, équité, pertinence, qualité et gestion sectorielle) plutôt que sur les résultats. Les estimations des coûts et du financement de l'ESMTP 2014-2017 indiquent que le gouvernement ou les partenaires de développement n'ont pas débloqué d'allocations budgétaires spécifiques pour certaines des initiatives envisagées, dont celles pour l'éducation des enfants ayant des besoins particuliers et les bourses d'études accordées dans le cadre des mesures d'égalité entre les sexes.

Des données précises sur les résultats sont toutefois disponibles pour les interventions menées dans le cadre du projet READ, qui a soutenu avec succès la mise en œuvre d'une grande partie de l'ESMTP (voir ci-dessous).

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Au total, dans le cadre de l'ESMTP, **le projet READ, cofinancé par le Partenariat mondial, a financé près de 47 % des coûts prévus pour l'éducation de base et l'enseignement secondaire**, contribuant ainsi considérablement à la mise en œuvre du plan sectoriel. La mise en œuvre du projet READ a permis de réaliser des

progrès vers l'atteinte d'au moins 12 des 28 principaux objectifs précisés dans l'ESSP 2014-2022. Au début de 2018, le projet READ avait atteint ou dépassé les objectifs fixés pour 10 de ses 14 sous-volets thématiques et avait partiellement atteint ses objectifs pour les quatre autres.

Parmi les réalisations exemplaires menées à bien dans le cadre des trois composantes thématiques du projet, mentionnons :

Volet 1 : Amélioration de l'accès à l'éducation de base.

- Construction de 40 écoles primaires à niveaux multiples dans des zones reculées.
- Fourniture de 100 charrettes à ânes pour le transport scolaire d'environ 2 000 élèves des petites classes
- Subventions scolaires à 77 écoles primaires de deuxième cycle publiques dans quatre régions. Le gouvernement a financé les subventions aux 100 autres écoles primaires de deuxième cycle et à toutes les écoles primaires de premier cycle publiques.

Volet 2 : Amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage

- Restructuration des certificats d'enseignement primaire et secondaire en collaboration avec le Gambia College
- Prime de sujétion pour 1 800 enseignants du primaire dans les zones reculées, y compris des mesures incitatives particulières pour les enseignantes.
- Élaboration d'une simple observation en classe à l'intention des directeurs d'écoles, des surveillants de regroupement et de la direction des Normes et de l'Assurance qualité.
- Soutien à la création du programme de lecture Gambia Reads, qui introduit, en parallèle, l'anglais et les langues nationales.
- Transferts conditionnels en espèces aux écoles coraniques pour desservir le segment de la population qui n'opte ni pour l'enseignement conventionnel ni pour l'enseignement dans les madrasas.

Volet 3 : Soutien technique et institutionnel

- Élaboration d'une stratégie de communication pour le secteur de l'éducation de base (pas encore mise en œuvre au moment de la visite sur le terrain).
- Appui au MoBSE pour améliorer la comparabilité des résultats des examens d'évaluation nationaux sur différentes années.

Au départ, le projet READ comportait **huit indicateurs liés aux décaissements** pour encourager l'obtention de résultats, tels que le transfert en temps voulu des subventions annuelles aux écoles ou la conduite, dans les temps impartis, du recensement scolaire annuel. Toutefois, l'utilisation de ces fonds s'est heurtée à des difficultés entraînant une restructuration du projet, l'annulation de cinq des huit indicateurs liés aux décaissements et la réaffectation de leurs fonds. Cela, bien que pendant tout le projet, le taux de décaissement de celui-ci soit demeuré en avance sur le calendrier. Cette situation s'explique donc plutôt par l'environnement macroéconomique difficile de la Gambie (voir la section suivante).

Facteurs, autres que les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation, affectant le changement

L**es facteurs qui ont favorablement affecté** le changement dans les domaines décrits ci-dessus comprenaient (i) l'engagement du gouvernement à promouvoir l'éducation; (ii) un leadership fort, une volonté de collaboration et la capacité technique du MoBSE et du MoHERST; (iii) le soutien technique et financier (en particulier

pour la mise en œuvre du plan sectoriel) d'autres bailleurs de fonds et organisations en dehors de leur rôle en tant que membres du Partenariat mondial.

L'environnement macroéconomique difficile de la Gambie est **le principal facteur qui a négativement affecté** le changement. Il a entraîné l'annulation des indicateurs liés au décaissement du projet READ, le ministère des Finances et des Affaires économiques n'ayant pas été en mesure d'assurer le transfert des fonds du compte central au MoBSE. Il est également la raison pour laquelle certains domaines de l'ESSP, tels que l'éducation spécialisée, ont manqué de ressources pour la mise en œuvre les activités envisagées.

Résultats imprévus du soutien du Partenariat mondial pour l'éducation

Selon plusieurs parties prenantes (locales et internationales), les processus associés à la préparation des plans sectoriels ont involontairement conduit à alourdir inutilement le processus de revue et d'évaluation du plus récent ESSP 2016-2030.

Compte tenu des conditions du Partenariat, le Groupe local des partenaires de l'éducation n'a pas été en mesure de retenir les services de l'évaluateur externe qu'il souhaitait pour la relecture du PSE. Cette personne possédait une solide connaissance du secteur de l'éducation en Gambie, mais n'était pas disposée à suivre la formation obligatoire du Partenariat mondial à l'intention des examinateurs des PSE. L'examinateur finalement choisi semblait manquer des connaissances contextuelles nécessaires, ce qui a donné lieu à des commentaires inappropriés sur l'ébauche du plan sectoriel, retardant ainsi l'achèvement de celui-ci.

Toutefois, étant donné le fort leadership du MoBSE et du MoHERST en matière de préparation de PSE, l'appropriation nationale du PSE final ne semble pas en avoir pâti.

Changements au niveau des systèmes

Changements au niveau des systèmes

Au cours des années 2014-2018, la Gambie a réduit plusieurs des obstacles liés à l'accès à l'éducation, à la qualité de l'éducation et à la gestion sectorielle. Les changements incluent :

- **La réduction de la distance moyenne entre les écoles** grâce à la construction de 300 écoles depuis 2013;
- **La réduction des coûts de l'éducation pour les familles** et amélioration du financement des écoles grâce à l'abolition des frais de scolarité et à l'introduction de subventions pour l'amélioration des écoles, financées par le gouvernement;
- **Des options d'éducation alternative** pour les enfants non scolarisés pour des raisons religieuses, par le biais de transferts d'espèces assortis de conditions vers les écoles coraniques;
- La création de 262 nouveaux **centres de développement de la petite enfance** en 2017;
- **Un plus grand déploiement des enseignants dans les régions « difficiles »** grâce au maintien de l'octroi d'indemnités de sujétion;
- **Des enseignants plus qualifiés.** En 2016-2017, 88,1 % des enseignants du primaire de premier cycle et 94,4 % des enseignants du primaire de deuxième cycle étaient

qualifiés, contre respectivement 76 % et 93 % en 2010.

Amélioration du ratio élève-enseignant (qualifié) aux niveaux du premier et du deuxième cycle du primaire (de 72:1 et 62:1 en 2010 à 41:1 et 24:1 en 2017), bien que les ratios du premier cycle du primaire stagnent depuis 2016.

Amélioration de la **formation initiale des enseignants** (voir le projet READ ci-dessus) et élargissement des possibilités de **formation en cours d'emploi**;

Renforcement de l'utilisation des évaluations d'apprentissage existantes grâce à la création d'une unité d'évaluation spécialisée au sein du ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire.

Un SIGE opérationnel était déjà en place avant la période de référence. Les annuaires statistiques et autres données sectorielles sont accessibles au public sur le site web du MoBSE. Certaines lacunes concernant la quantité et la qualité des données sur les étudiants handicapés et sur l'éducation postsecondaire persistent.

Pour ce qui est de la prise en compte des besoins éducatifs des enfants ayant des besoins particuliers, aucun progrès significatif n'a été enregistré. En outre, bien que cela ait été envisagé pour la période considérée, le programme d'éducation de base n'a pas encore été révisé, ce qui compromet l'objectif du gouvernement visant à améliorer la qualité de l'éducation.

Liens probables entre la mise en œuvre du plan sectoriel et les changements au niveau des systèmes

La mise en œuvre du plan sectoriel a très probablement contribué aux changements systémiques constatés. Toutes les améliorations décrites ci-dessus peuvent être liées à des initiatives précises mises en place par le MoBSE, avec le soutien des partenaires de développement, dans le cadre des ESSP de 2006-2015 ou de 2014-2022. Aucune raison plausible, outre la mise en œuvre de l'ESSP, ne peut expliquer les changements observés.

Résultats d'apprentissage et équité

Changements dans les résultats d'apprentissage, l'équité, l'égalité entre les sexes

Au cours de la période de référence, la Gambie a accompli de légers progrès en matière d'accès, de résultats d'apprentissage et d'équité, mais il reste encore des défis de taille à relever.

Les résultats d'apprentissage mesurés par les examens internationaux (EGRA) et nationaux s'améliorent, mais demeurent faibles dans l'ensemble.

© UNIVERSALIA

Les taux bruts de scolarisation (TBS) au niveau du premier cycle du secondaire stagnent autour de la marque des 67 %, mais ont augmenté pour ce qui est du développement de la petite enfance (de 36,5 % en 2013 à 45,8 % en 2016) et du premier cycle du primaire (de 86 % en 2011 à 104 % en 2016).

Le taux net de scolarisation net (TNS) de l'enseignement primaire (premier et deuxième cycles confondus) s'est amélioré, passant de 69 % à 78 % entre 2008 et 2017, c'est-à-dire à un niveau légèrement plus élevé que celui du TBS.

Les taux d'achèvement du premier cycle du primaire se sont légèrement améliorés depuis 2011. Pour les garçons, les taux du deuxième cycle du primaire se sont dégradés par rapport à 2010 (de 63 % à 58 %), alors que ceux des filles ont quelque peu augmenté (de 56 % à 60 %).

Les taux de non scolarisation baissent modestement depuis 2010, mais demeurent élevés à environ 30 %. La plupart des enfants non scolarisés n'ont jamais été à l'école.

La parité entre les sexes a été atteinte à tous les niveaux d'éducation, sauf au niveau universitaire.

L'équité : L'accès aux écoles publiques du premier et du deuxième cycle du primaire est relativement égal, peu importe les niveaux de revenus, mais l'accès à l'éducation préscolaire et post-primaire favorise les enfants du quintile le plus riche et des zones urbaines. L'accès aux madrasas, par contre, est plus commun parmi les enfants de famille pauvres. Des disparités existent également en fonction des groupes ethniques.

Liens probables avec les changements observés au niveau des systèmes

La légère augmentation constatée des taux bruts de scolarisation de l'éducation de la petite enfance et du premier cycle du primaire peut avoir été partiellement influencée par l'aplanissement des obstacles à l'accès à l'éducation, dont la construction d'écoles et l'abolition des frais de scolarité.

Les autres changements systémiques observés au cours de la période considérée sont soit trop récents, soit encore trop peu étendus pour avoir contribué à des effets mesurables dans les domaines des résultats d'apprentissage, de l'égalité entre les sexes ou de l'équité. Par conséquent, il n'existe pas encore de preuves solides pour établir un lien entre les résultats d'apprentissage en légère progression — mais encore faible — et l'évolution du ratio élèves-enseignant qualifié ou les progrès réalisés dans l'actualisation des connaissances professionnelles des enseignants par la formation en cours d'emploi. Le nouveau programme de lecture pour les petites classes n'est pas instauré depuis suffisamment longtemps pour avoir amorcé des changements.

Conclusions/ Observations générales

Bonnes pratiques émergentes

Trois approches observées en Gambie méritent d'être signalées et présentent un intérêt potentiel pour d'autres pays.

Les madrasas sont presque toutes reconnues par le gouvernement et elles suivent le programme scolaire régulier en plus de l'enseignement religieux. En outre, le gouvernement fait preuve de créativité en tendant la main aux écoles coraniques pour atteindre les familles qui, pour des motifs religieux, refusent l'éducation formelle.

Les réunions de comité de coordination sont un exemple de consultations locales régulières qui permettent au MoBSE et au MoHERST de se tenir au courant des difficultés rencontrées au

quotidien par les élèves, les enseignants et les communautés. Par contre, ces réunions sont coûteuses et risquent de ne pas pouvoir être reproduites telles quelles dans des pays de plus grande taille.

Une série d'initiatives pilotes, introduites par les partenaires de développement, évaluées, mises à l'échelle et partiellement ou intégralement transférées au gouvernement (p. ex., les transferts en espèces assujettis de conditions aux écoles coraniques, les subventions aux écoles), sont en cours.

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Le soutien du Partenariat mondial a positivement contribué à la planification sectorielle, à la responsabilité mutuelle, au financement sectoriel et à la mise en œuvre du plan sectoriel en Gambie.

Dans l'ensemble, le soutien non financier du Partenariat mondial (activités de plaidoyer, conseils, assistance technique) a été moins utile, dans le contexte gambien, que son soutien financier accordé dans le cadre des financements ESPDG et ESPIG. Cela s'explique en partie par l'existence d'un leadership fort et cohérent, un engagement en faveur de processus inclusifs et participatifs et les capacités techniques du MoBSE.

Dans son rôle d'agence de coordination au cours de la période de référence, L'UNICEF a encouragé le dialogue sectoriel en facilitant et organisant les rencontres du Groupe local des partenaires de l'éducation, en collaboration étroite avec les MoBSE. La Banque mondiale s'est acquittée avec succès de son rôle d'agent partenaire du Partenariat mondial pour l'ESPIG 2014-2017 en supervisant la mise en œuvre du projet READ.

Les parties prenantes nationales ont apprécié l'assistance technique du Secrétariat offerte lors de la rédaction des plans sectoriels et la préparation du programme financé par l'ESPIG. Lors de la mise en œuvre du projet READ, la Banque mondiale et le Secrétariat se sont montrés flexibles et compréhensifs à l'égard du contexte gambien.

Pertinence perçue du soutien du Partenariat mondial pour l'éducation

La Gambie est l'un des premiers pays que l'Initiative de mise en œuvre accélérée (FTI) a aidés. Au cours de la période 2009-2013, la FTI lui a accordé un important financement de 27,9 millions de dollars américains qui a considérablement dynamisé le secteur de l'éducation. Depuis 2014, le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation, quoique très apprécié, demeure modeste. Cela dit, plusieurs parties prenantes nationales et internationales estiment que les processus du Partenariat sont de plus en plus lourds et en décalage par rapport aux montants (décroissants) des financements octroyés.

Certaines parties prenantes ont critiqué le fait que les allocations du Partenariat mondial au niveau des pays ne tiennent pas compte de la performance des pays. Les montants des fonds du Partenariat accordés à la Gambie ont baissé malgré la performance solide et soutenue du pays en ce qui a trait à la mise en œuvre des programmes financés par l'ESPIG et les progrès accomplis vers le renforcement du secteur de l'éducation.

© UNIVERSALIA

Changements au niveau des systèmes

Au cours des années 2014-2017, la Gambie a réussi à réduire plusieurs des obstacles entravant l'accès équitable à l'éducation, la qualité de l'éducation et la gestion sectorielle. La mise en œuvre de l'ESSP 2014-2022 représente sans doute le facteur qui a le plus contribué aux améliorations constatées.

Toutefois, en ce qui concerne l'identification et la prise en compte systématiques des besoins des élèves ayant des besoins particuliers, peu ou pas de progrès ont été enregistrés.

Changement au niveau de l'impact

Pour ce qui est des résultats d'apprentissage, de l'équité, de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion, les données actuelles sont insuffisantes pour tirer des conclusions sur le lien présumé entre les changements systémiques réalisés au cours de la période examinée et les changements au niveau de l'impact.